

Ermsdorf gibt nicht nach

In einem Leserbrief fordert die "Biergerinitiativ fir d'Gemeng Iermsdref, ... natierlech" den Umweltminister auf, seine Umweltpolitik, insbesondere im Bereich Bauschutt, zu überdenken. Im Falle der umstrittenen Deponie in Ermsdorf versuche er, diverse Umweltgesetze und das Bautenreglement zu umgehen. Die Bürgerinitiative will dieses "hirnrissige Projekt" mit allen Mitteln verhindern. Als erstes wird sie im laufenden Genehmigungsverfahren Berufung einlegen gegen das für sie ungünstige Urteil vom 19.9. Die Bürgerinitiative verweist dabei auf das erfolgreiche Berufungsverfahren der GegnerInnen der Bauschuttdeponie in Strassen.

www.biergerinitiativ-iermsdref.lu

Weihnachten ohne "Diplo"-Atlas

Die deutsche Fassung des Atlas der Globalisierung, herausgegeben von "Le Monde diplomatique" sollte ursprünglich vor Weihnachten erscheinen. Zwar zögert sich nun die Veröffentlichung bis Mitte Februar hinaus, doch jetzt bestellen lohnt sich: Bis zum 31. Dezember gilt der Subskriptionspreis von 8 (statt 10) Euro. Dafür erhält man ein großformatiges, 200-seitiges, durchgehend vierfarbiges Nachschlagewerk mit über 100 Karten und Schaubildern. Susan George, Vizepräsidentin von Attac Frankreich, bezeichnet den Atlas als "das unverzichtbare Handbuch für all jene, die sich für eine gerechtere Weltordnung einsetzen wollen".

Nur im Direktvertrieb unter:

monde-diplomatique.de/pm/.atlas/atlas

Amnesty-Dokumente missbraucht

Die Liste der Menschenrechtsverletzungen im Irak, die Amnesty International dokumentiert hat, ist lang. Dass die Regierungen der USA und Großbritanniens jedoch davon Gebrauch machen, um Argumente für einen Krieg gegen das Land zu sammeln, geht der Organisation entschieden zu weit. Nicht nur, dass die US-Amerikaner und mit ihnen andere westliche Regierungen einen einseitigen Blick auf die Situation im Irak werfen, beklagt Amnesty: "The human rights situation in Iraq or elsewhere should not be used selectively", heißt es in einer Pressemitteilung. Auch ein Krieg hätte fatale Auswirkungen auf die Menschenrechte der Iraker. Der letzte Golfkrieg und andere militärische Konflikte hätten es gezeigt: Zivilisten sind die Leidtragenden des Krieges.

AMNESTY INTERNATIONAL LUXEMBOURG

Russie, justice pour tous

Alors que début novembre Jean-Claude Juncker présentait ses hommages au président Poutine, Amnesty International démarrait une campagne mondiale sur la situation des droits de l'homme en Russie.

Les événements récents à Moscou ont placé la Fédération de Russie et la population russe sous les projecteurs des médias internationaux, rappelant à la communauté internationale l'existence et la réalité de ce pays. Cette fois, c'est au coeur de la capitale russe que le conflit tchéthène a entraîné des atteintes aux droits et aux vies des populations civiles.

Le rapport publié ce jour par Amnesty International (AI) "Fédération de Russie, un pays sans véritable justice" a pour objet, pour une part, de dénoncer les graves violations des droits humains commises en Tchétchénie à l'encontre des populations civiles, tant par les forces russes que par les groupes armés tchéthènes. Les militaires russes se sont rendus coupables de tortures, de "disparitions", d'exécutions extrajudiciaires ou de viols, tous actes considérés comme de graves atteintes à la Convention de Genève et constituant des crimes de guerre. Les forces tchéthènes ont quant à elles commis des exécutions extraju-

diciaires à l'encontre de civils ou de militaires, des kidnappings ou des prises d'otages, aussi considérés comme des crimes de guerre. AI veut aujourd'hui insister fortement sur l'impunité qui caractérise ces violences: les responsables ne sont que très rarement traduits en justice, ce qui les encourage à perpétrer d'autres abus.

Mais ce climat d'impunité ne se réduit pas à la Tchétchénie. "Un pays sans véritable justice" met en lumière le cercle vicieux des violations des droits humains sur l'ensemble du territoire russe. Tortures, viols, violences domestiques, exécutions extrajudiciaires, conditions de détention cruelles et inhumaines, atteintes aux droits des populations les plus vulnérables sont encore courants dans l'ancienne république soviétique. Et la justice russe reste inefficace dans la majorité des cas lorsqu'il s'agit de mener des enquêtes et de juger les responsables.

(...) Trois catégories de population sont particulièrement vulnérables et ont à souffrir de violations graves de leurs droits: les enfants, les femmes et les minorités ethniques. En Russie en effet, des dizaines de milliers d'enfants attendent derrière des barreaux un procès à venir. Ils sont généralement placés pendant des mois ou des années en garde à vue préventive et condamnés parfois à de très longues peines pour

des délits mineurs (un jeune garçon de 15 ans a été condamné à cinq ans de prison pour le vol d'un briquet). En juillet 2001, plus de 17.000 enfants étaient détenus dans les 64 "colonies" prévues pour les jeunes, d'après le ministre de la Justice russe, chiffre n'incluant pas le nombre d'enfants en garde à vue "provisoire". Par ailleurs, au début de l'année 2002, les autorités russes ont reconnu que 14.000 femmes au moins mourraient tous les ans dans leur pays des suites de violences domestiques. Les hommes qui frappent ou violent leurs femmes sont pourtant rarement poursuivis ou jugés, puisque la loi russe ne reconnaît pas la violence domestique comme un crime. Enfin, les membres de minorités ethniques, notamment tadjiks ou tchéthènes, sont trop souvent considérés par la police comme des "terroristes" ou des "vendeurs de drogue", et à ce titre, stigmatisés, tant par les officiels qui les prennent pour cible de "contrôles d'identité" entraînant souvent des détentions arbitraires, que par la population, qui trouve en eux des boucs émissaires parfaits.

Aujourd'hui, alors que les gouvernements occidentaux soutiennent unanimement l'action du président Poutine, Amnesty International insiste pour que les droits humains ne soient pas plus longtemps bafoués, et élabore une série de recommandations concrètes à l'égard de la Russie. A mentionner notamment l'adoption d'une loi criminalisant la violence domestique et la création d'un corps indépendant pouvant mener des enquêtes impartiales sur toutes les allégations de torture. Il est temps que les autorités russes et leurs homologues occidentaux prennent acte de ces recommandations et fassent tout ce qui est en leur pouvoir pour les mettre en oeuvre.

www.amnesty.org/russia/
www.amnesty.asso.fr

Avis

Voyages Sotour

La Bourse aux Voyages

www.sotour.com

Ministère des Travaux Publics

Administration des Ponts et Chaussées

Division des services régionaux

Service régional de Redange

Le **mercredi, 18 décembre 2002 à 10.00 heures**, il sera procédé au bâtiment des Ponts et Chaussées à L-8510 Rédange, 15, Grand' rue (tél. 26 62 91 1), à l'ouverture des soumissions concernant les travaux suivants:

1. Objet des travaux:

Travaux d'épaulement sur divers tronçons de route du service régional de Rédange

(approb. min. no

26073/006196 Mer du 12.11.2002)

2. Volume des travaux:

Déblais : 5.500 m³

Concassés 0/50 carrière: 3.000 to

Concassés 0/50 HF: 8.250 to

Enrobés 0/16 EF3: 8.000 to

Splittmastix 0/12 type C: 5.000 to

3. Durée prévisible des travaux: 120 jours ouvrables

4. Début prévisible des travaux: mars 2003

Les bordereaux et cahier spécial des charges peuvent être retirés au bâtiment susdit les jours ouvrables de 8.00 à 12.00 heures.

Les offres sont à remettre avant le jour et heure fixés ci-dessus à Monsieur l'ingénieur

technicien inspecteur principal des Ponts et Chaussées à L-8510 Rédange/Attert, 15, Grand' rue (B.P. 36), conformément aux dispositions de l'article 29 du règlement grand-ducal du 2 janvier 1989 portant institution d'un cahier général des charges applicable aux marchés publics de travaux et de fournitures pour compte de l'Etat.

La ministre des Travaux publics
Erna Hennicot-Schoepges

Le Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse

Service national d'action sociale

se propose d'engager

un(e) assistant(e) d'hygiène sociale ou assistant(e) social(e) ou

un(e) éducateur(trice) gradué(e)

à raison de 40 heures par semaine

pour le remplacement d'un congé de maternité du 26 décembre 2002 au 15 mai 2003.

Les candidat(e)s doivent être détenteurs, soit du diplôme de fin d'études secondaires ou d'un diplôme luxembourgeois ou étranger reconnu équivalent, avoir absolvé quatre années d'études professionnelles au moins et être détenteur du diplôme luxembourgeois d'assistant social, soit du diplôme luxembourgeois d'éducateur gradué.

Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae et d'une copie des diplômes, doivent être adressées au Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse, Service national d'action sociale, 12-14, avenue E. Reuter, L- 2420 Luxembourg, au plus tard pour le 13 décembre 2002.

